

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30913]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2012 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 2012

CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2012, s'élèvent à 87.310.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 66.026.874,76 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 21.283.125,24 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Art. 4. Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2012 s'élèvent à 95.616.922,70 euros.

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2012, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de 66.356.397,32 euros, le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2012 à 161.973.320,02 euros).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 14 du décret du 20 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2012 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Art. 5. Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2012 s'élèvent à 101.912.031,99 euros.

Art. 6. Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2012 à 60.061.288,03 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Art. 7. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2012 à la somme de 9.026.619.000 euros.

Art. 8. Les recettes budgétaires de l'année 2012 s'élèvent à 9.023.006.919,89 euros.

Art. 9. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euro.

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie 0 euro.

b. droits reportés à l'année budgétaire 2013 : 0 euro.

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2012 ont accordé 9.376.578.000 euros pour l'ordonnancement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.2 colonne 2).

Crédits d'ordonnancement	68.632.000
Crédits non dissociés	9.307.946.000

Art. 11. Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 272.582.818,91 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.2 colonne 3):

Crédits d'ordonnancement	
Crédits non dissociés	272.582.818,91

Art. 12. En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2012 s'élève à 9.649.160.818,91 euros (annexe tableau 2.2.2, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnancement	68.632.000
Crédits non dissociés	9.580.528.818,91

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Art. 13. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2012 se montent à 9.257.516.627,05 euros dont

Crédits d'ordonnement	66.209.091,20
Crédits non dissociés	9.191.307.535,85

(annexe tableau 2.2.2, colonnes 5)

Art. 14. De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 9.257.516.627,05 euros dont :

Crédits d'ordonnement	66.209.091,20
Crédits non dissociés	9.191.307.535,85

(annexe tableau 2.2.2, colonne 6)

Art. 15. Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.2, colonne 7).

§ 4 Règlement des crédits

Art. 16. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2012 de 391.547.904,86 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	2.422.908,80
Crédits non dissociés	389.221.283,06

Art. 17. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2012 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 903.712,85 euros dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	à 903.712,85

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.4).

Art. 18. Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2012 comprend :

(annexe tableau 2.2.2, colonnes 11 et 12).

(En euros)

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	2.422.908,80	128.147.150,87	130.570.059,67
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		261.977.845,04	261.977.845,04

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2012

Art. 19. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2012 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 9.023.006.919,89 euros

Les dépenses s'élèvent à 9.257.516.627,05 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables,

Les dépenses excèdent les recettes de 234.509.707,16 euros

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

§ 1. Fixation des recettes affectées

Art. 20. Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2012 à 95.616.922,70 euros.

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnement

Art. 21. Les crédits variables d'ordonnement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2012 s'élèvent à 95.616.922,70 euros.

Le solde de départ au 1 janvier 2012 étant de 85.436.314,56 euros le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 181.053.237,26 euros.

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 14 du décret du 20 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2012 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Art. 22. Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2012 s'élèvent à 98.725.871,84 euros.

Art. 23. Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2012 à 82.327.365,42 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6). Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget*

Art. 24. La section particulière ne figure plus au budget 2012.

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 25. Tous services réunis, budget et crédits variables, compte tenu des articles 19, 21 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 2012 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : - 234.509.707,16

crédits variables : - 3.108.949,14

Total : -237.618.656,30

DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISECHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution
des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*§ 1^{er} fixation des recettes

Art. 26. Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 336.092.988,80 euros.

Les recettes pour l'année budgétaire 2012 s'élèvent à 644.988.531,15 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 288.806.134,80 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2012 de 933.794.665,95 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Art. 27. Les prévisions de dépenses s'élèvent à 313.540.787,63 euros.

Les dépenses sont fixées à la somme de 538.359.226,05 euros.

§ 3. résultat budgétaire

Art. 28. Par suite des articles 26 et 27, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 106.629.305,10 euros.

Le disponible au 31 décembre 2012 est fixé au montant de 395.435.439,90 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

• RECETTES

Les prévisions, à

Les recettes imputées, à

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à

• DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à

Les dépenses imputées, à

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à

- soit les recettes de l'année, de

61.379.202,40

- moins les dépenses, de

63.602.357,38

Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

• RECETTES

Les prévisions, à

Les recettes imputées, à

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à

Les dépenses imputées, à

Le montant des crédits à annuler, à

• RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à

- soit les recettes de l'année, de

0

- moins les dépenses, de

0

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget,
de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 63-1. – Rapport de commission, n°63-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 63-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2012
 ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2012 / 15

ANNEXE 2.2 -- TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE

2.2.1 - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIÉS

Budget	Crédits affectés par chapitre	Crédits reportés de l'année précédente	Total des crédits	Engagements comptabilisés pendant l'année	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS		
					Engagements Excedant les Crédits	Crédits Excedant les engagements	Total des Crédits
Chapitre I - Services généraux	2.678.000,00	-	2.678.000,00	1.942.261,76	-	735.738,24	735.738,24
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	33.564.000,00	-	33.564.000,00	13.176.624,39	-	20.387.375,61	20.387.375,61
Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation	51.068.000,00	-	51.068.000,00	50.907.988,61	-	160.011,39	160.011,39
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GÉNÉRAL	87.510.000,00	-	87.510.000,00	66.026.874,76	-	21.283.125,24	21.283.125,24

(17)

600 (2017-2018) — N° 1

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2022
ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2022 / 16

2.2.2 - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATION DES CREDITS			SITUATION DES DEPENSES				REGLEMENT DES CREDITS		
	Credits affectés par décret	Credits reportés	Credits totaux	Opérations reportées	Paiements effectués / justifiés / sollicités	Paiements effectués / justifiés / sollicités	Comptes rendus	Credits reportés / annulés	Credits non utilisés / annulés	Credits non utilisés / annulés
I Services généraux	442.285.000,00	74.259.228,82	516.544.228,82	414.676.132,72	414.676.132,72	0,00	882.244,48	51.718.951,74	51.031.388,84	
a) crédits non dissociés										
b) crédits d'ordonnement	2.619.000,00	0,00	2.619.000,00	2.619.890,60	2.619.890,60	0,00	0,00	0,00	3.109,40	
II Culture et Affaires sociales	1.155.152.000,00	74.835.033,12	1.229.987.033,12	1.174.490.953,60	1.174.490.953,60	0,00	0,00	44.612.506,53	40.889.573,09	
a) crédits non dissociés										
b) crédits d'ordonnement	27.687.000,00	0,00	27.687.000,00	26.476.038,30	26.476.038,30	0,00	0,00	0,00	1.211.961,70	
III Éducation, Recherche et Formation	7.041.144.000,00	95.379.197,09	7.136.523.197,09	6.963.936.482,03	6.963.936.482,03	0,00	21.468,37	134.008.639,31	38.589.851,12	
a) crédits non dissociés										
b) crédits d'ordonnement	38.326.000,00	0,00	38.326.000,00	37.118.162,30	37.118.162,30	0,00	0,00	0,00	1.207.837,70	
IV Dette publique	199.814.000,00	28.108.587,00	227.922.587,00	188.655.094,91	188.655.094,91	0,00	0,00	31.637.727,15	29.831.784,94	
a) crédits non dissociés										
b) crédits d'ordonnement										
V Dotations à la RW et à la COCOF	469.551.000,00	772,88	469.551.772,88	469.550.872,69	469.550.872,69	0,00	0,00	127,37	772,88	
a) crédits non dissociés										
b) crédits d'ordonnement	9.307.546.000,00	272.582.818,91	9.580.528.818,91	9.191.307.535,85	9.191.307.535,85	0,00	903.712,85	261.977.845,04	128.147.150,87	
a) crédits non dissociés										
b) crédits d'ordonnement	68.532.000,00	0,00	68.532.000,00	66.209.091,20	66.209.091,20	0,00	0,00	0,00	2.422.908,80	
Total général	9.376.578.000,00	272.582.818,91	9.649.160.818,91	9.287.516.627,05	9.287.516.627,05	0,00	903.712,85	261.977.845,04	130.570.939,67	

(1) À allouer par le décret de règlement définitif du budget pour dépenses faites au-delà des crédits

(19)

600 (2017-2018) — N° 1

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2012
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÉGLEMENT DÉFINITIF
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2012/18

2.2.4 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

Chapitre	DO	AB1	AB2	PA	Libellé - allocation de base	Crédits d'ordonnement disponibles
1	11	11	03	01	Personnel statutaire	-244.585,42
1	11	11	10	01	Personnel détaché et pensionné – dépenses diverses	-636.659,06
		Total 11				-881.244,48
1	14	12	01	20	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	-1.000,00
		Total 14				-1.000,00
		Total chapitre 1				-882.244,48
Chapitre	DO	AB1	AB2	PA	Libellé - allocation de base	Crédits d'ordonnement disponibles
3	44	12	03	01	Dépenses courantes relatives au programme prioritaire de travaux	-1.000,00
		Total 44				-1.000,00
3	57	01	01	48	Dépenses de personnel et de fonctionnement	-20.468,37
		Total 57				-20.468,37
		Total chapitre 3				-21.468,37
		TOTAL GÉNÉRAL				-903.712,85

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30913]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling
van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2012 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2012

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2012, bedragen 87.310.000 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 2)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 66.026.874,76 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 5)

Art. 3. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 21.283.125,24 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

§ 3. Vaststelling van de vastleggingsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 4. De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2012 bedragen 95.616.922,70 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2012, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, 66.356.397,32 euro bedroeg, bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2012 161.973.320,02 euro.

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 16 van het decreet van 20 december 2011 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2012 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 5. De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2012 bedragen 101.912.031,99 euro.

Art. 6. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2012 60.061.288,03 euro .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 7. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2012 een som van 9.026.619.000 euro.

Art. 8. De begrotingsontvangsten van het jaar 2012 bedragen 9.023.006.919,89 euro.

Dit bedrag bestaat uit:

Art. 9. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro.

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten: 0 euro

b. naar het begrotingsjaar 2013 overgedragen rechten: 0 euro.

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2012 hebben de som van 9.376.578.000 euro voor de ordonnanciering van de uitgaven toegekend en verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 2).

(in euro)

Ordonnanceringskredieten	68.632.000
Niet-gesplitste kredieten	9.307.946.000

Art. 11. Die uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden vermeerderd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 272.582.818,91 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 verdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.2 kolom 3) :

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	272.582.818,91

Art. 12. Krachtens de vorige artikelen 10 en 11 bedragen de toegekende beschikbare totaaluitgavenmachtigingen voor het begrotingsjaar 2012 de som van 9.649.160.818,91 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt (in euro)

Ordonnanceringskredieten	68.632.000
Niet-gesplitste kredieten	9.580.528.818,91

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 13. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2012 bedragen 9.257.516.627,05 euro, onderverdeeld in (bijlage tabel 2.2.2, kolom 5):

Ordonnanceringskredieten	66.209.091,20
Niet-gesplitste kredieten	9.191.307.535,85

Art. 14. Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 9.257.516.627,05 euro waarvan:

Ordonnanceringskredieten	66.209.091,20
Niet-gesplitste kredieten	9.191.307.535,85

(bijlage tabel 2.2.2, kolom 6)

Art. 15. Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.2, kolom 7).

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 16. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2012 van 391.547.904,86 euro onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	2.422.908,80
Niet-gesplitste kredieten	389.221.283,06

Art. 17. Om de uitgaven van het begrotingsjaar 2012 verricht boven of in afwezigheid van (de) kredieten, worden aanvullende kredieten voor een bedrag van 903.712,85 euro toegekend waaronder:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	903.712,85

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in bijlage tabel 2.2.4.

Art. 18. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2012 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	2.422.908,80	128.147.150,87	130.570.059,67
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten		261.977.845,04	261.977.845,04

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2012

Art. 19. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2012 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 9.023.006.919,89 euro

De uitgaven bedragen 9.257.516.627,05 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 234.509.707,16 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 20. De aangerekende ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2012 de som van 95.616.922,70 euro.

§ 2. Vaststelling van de ordonnanceringsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

Art. 21. De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 2012 bedragen 95.616.922,70 euro.

Daar het beginsaldo op 1 januari 2012 85.436.314,56 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 181.053.237,26 euro.

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 14 van het decreet van 20 december 2011 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2012 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

Art. 22. De ordonnancerings aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2012 bedragen 98.725.871,84 euro.

Art. 23. Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnancerings – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2012 82.327.365,42 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancerings kolom 6) .Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 24. De afzonderlijke sectie wordt niet meer in de 2012 begroting opgenomen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

Art. 25. Alle diensten samen, begroting en variabele kredieten, rekening houdend met de artikelen 19, 21 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2012 (in euro):

Begroting sensu stricto : - 234.509.707,16

Variabele kredieten : - 3.108.949,14

Totaal : -237.618.656,30

TWEEDE DEEL. — *VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP*

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Art. 26. De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 336.092.988,80 euro

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2012 bedragen 644.988.531,15 euro.

Het beschikbare saldo op 1 januari van het jaar bedraagt 288.806.134,80 euro.

De ontvangsten van het jaar en het beschikbare saldo op 1 januari vormen een saldo voor de uitgaven van het jaar 2012 van 933.794.665,95 euro.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 27. De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 313.540.787,63 euro.

De uitgaven bedragen 538.359.226,05 euro.

§ 3. Begrotingsresultaat

Art. 28. Overeenkomstig de artikelen 26 en 27, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 106.629.305,10 euro.

Het beschikbare bedrag op 31 december 2012 is de som van 395.435.439,90 euro; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DEEL DRIE. — "CATEGORIE A" INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op 64.858.000

De aangerekende ontvangsten bedragen 61.379.202,40

Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten bedraagt 3.478.797,60

• UITGAVEN

De kredieten die bij de begrotingsdecreten zijn toegewezen, bedragen 74.911.000

De aangerekende kosten bedragen 63.602.357,38

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het C.G.R.I., op -2.223.154,98

- d.w.z. de jaarontvangsten van 61.379.202,40

- verminderd met de uitgaven, van 63.602.357,38

Begroting Egalisatiefonds (Fonds)

• ONTVANGSTEN

De vooruitzichten op 0

Aangerekende ontvangsten op 0

Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten, op 0

Kredieten die bij begrotingsdecreten zijn toegewezen, op 0

Aangerekende uitgaven, op 0

Het bedrag van de te annuleren kredieten, op 0

• RESULTAAT

Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het Fonds, op	0
- of de ontvangsten van het jaar,	0
- minus de uitgaven, vanaf	0

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsreglement.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.63-1 – Commissieverslag, nr.63-2. Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.63-3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30914]

**27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2013 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION
GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 2013

CHAPITRE 1^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2013, s'élèvent à 9.495.219.000 euros.

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 9.407.218.394,33 euros

Art. 3. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 88.000.605,67 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement

Art. 4. Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2013 à 92.005.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 76.492.561,88.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1^{er} janvier 2013 qui s'établit à 60.061.288,03 euros et des annulations de visas s'établissant à 2.948.627,37 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2013 à 139.502.477,28 euros .

Par dérogation à l'article 7, 2^o alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 19 du décret du 20 décembre 2012 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2013 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.